

Lettre n°1248

Monsieur,

Capitant a "dépuclé" la Constitution. Il lui appartenait de déposer la première motion de censure dans les plus mauvaises conditions, celles qui devaient indisposer la majorité de ses collègues et provoquer la réunion d'une séance supplémentaire de l'Assemblée sans pour cela menacer l'existence du Gouvernement. Il n'y a pas manqué. Voici le déroulement des faits :

Dans la matinée, le Gouvernement avait, pas un scrutin ~~peu~~ brillant (7 voix seulement de majorité), obtenu la procédure d'urgence pour la discussion du projet portant création d'une Assemblée territoriale élue de Cochinchine. Il obtenait encore que fût repoussée la question préalable posée par un PRL et un communiste. Dans l'après-midi, la discussion commençait et les interventions ne manquaient pas de traiter, non seulement du projet de loi, mais de la question indochinoise dans sa généralité. Après un bon discours de Coste-Floret, émaillé cependant d'une parole malheureuse que le Ministre tentait d'ailleurs de rattraper en séance de nuit, le débat était suspendu à 19 heures. C'est à ce moment que le gouvernement s'apercevait que sa majorité n'était pas cohérente. Coste-Floret voulait vider l'abcès complètement et tout de suite, c'est-à-dire aller jusqu'au bout de la discussion des interpellations; Qucuille était ébrulé et les socialistes réticents. A la reprise, l'Assemblée continuait la discussion du projet de loi et finissait par l'adopter par 387 voix contre 193.

Il fallait ensuite reprendre le cours des interpellations. C'est alors que l'affaire devint intéressante. Le gouvernement était moins homogène que jamais. Les socialistes ne voulaient évidemment pas le renverser, mais ils auraient été bien heureux d'ajourner le débat jusqu'après les élections cantonales. Serre, de l'Union Démocratique des Indépendants, - on a toujours besoin d'un plus petit parti que le sien - proposa alors le renvoi à la suite. Les communistes, dont la sagesse avait été plus qu'exemplaire, étonnante, dans toute cette affaire d'Indochine, étaient tous absents, à l'exception de deux sous-fifres laissés comme observateurs, Guillon et Dupuis. On courut chercher Duolos qui monta à la tribune pour protester contre le renvoi à la suite. "Nous ne sommes pas dupes, dit-il au gouvernement. Vous ajournez parce que vous n'êtes pas d'accord entre vous". Terrenoire reprocha au gouvernement d'esquiver le débat. Capitant dit à peu près la même chose, mais ajouta que le Règlement de l'Assemblée n'était pas respecté. En réalité, son interprétation du Règlement était tendancieuse; Le Troquer le lui fit remarquer et, rageur, Capitant déposa alors sa motion de censure. Entre temps, on avait voté sur le renvoi à la suite, qui était acquis par 322 voix contre 272. Le scrutin sur la motion de censure se déroulera mardi, la Constitution exigeant au minimum un jour franc entre le dépôt de la motion et le vote de celle-ci.

Où en sommes-nous ? La motion de censure étant estampillée gaulliste n'a aucune chance d'aboutir. C'est donc un coup d'épée dans l'eau. D'autant plus que, dans leur majorité, les députés sont furieux de ce contre temps. D'ailleurs, nombreux sont ceux qui ne viendront même pas siéger mardi. Mais cela, c'est le côté peu sérieux de l'affaire. En réalité, le bilan de la journée est loin d'être créditeur. L'Assemblée n'a pas apporté beaucoup de modifications au projet de loi créant l'Assemblée Cochinchinoise, mais l'une de ces modifications peut entraîner des conséquences fort graves. Elle décide en effet que l'Assemblée de Cochinchine ne sera constituée qu'après le renouvellement des Conseils de province (qui correspondent à peu près à

1248 -p/2.-

nos Conseils Généraux). Or, ce renouvellement demande deux mois de délai. Si l'on veut bien se souvenir que Bao Dai a fait du changement de statut de la Cochinchine une condition sine qua non de son départ et que ce changement doit, pour intervenir, attendre la constitution de l'Assemblée Cochinoise, il devient douteux que Bao Dai reparte pour l'Indochine à la date convenue. Le débat sur les interpellations se déroulera donc dans les plus mauvaises conditions, alors que les interpellateurs pourront reprocher au gouvernement la non observation par Bao Dai des délais convenus.

Sur le plan international, on a l'impression très nette que les Américains poussent les nations européennes à se dépêcher pour la signature du Pacte de l'Atlantique. Le Ministre des Affaires étrangères danois a rencontré aujourd'hui Acheson. Les Etats-Unis portent beaucoup d'intérêt au Danemark. Surtout au Groënland, car il ne faut pas oublier que le Groënland est possession danoise et que, si le Danemark est le verrou de la Baltique, le Groënland est, avec l'Islande, sur la route des avions transatlantiques vers l'Europe, d'où, d'ailleurs, l'inclusion également de l'Islande dans le Pacte en gestation.

Au sud, treize navires de guerre américains ont jeté l'ancre dans les ports grecs. Ce n'est certainement pas fortuit à l'heure où l'on parle de la création d'une Macédoine "indépendante" et où l'Albanie établit une base aérienne que pourraient éventuellement utiliser les Russes.

A Berlin, le général américain Howley déclare qu'il faut s'attendre que le mark occidental soit prochainement introduit comme unique moyen de paiement dans les secteurs occidentaux de la capitale allemande. Je vous l'ai annoncé dans ma lettre du 25 février.

En Angleterre, on prévoit une nouvelle grande purge des communistes. Non pas une purge exécutée par le parti, mais une épuration des cadres élevés de l'Administration par le gouvernement. "Il y aura des surprises quand les noms seront publiés" dit un journal britannique. En France aussi il y aura peut-être des surprises quand le public apprendra par exemple qu'au Centre des Recherches de Chatillon, c'est un des dirigeants qui lui-même truffe ses services de communistes. A ce propos, force est de constater que les affaires d'espionnage ont tourné court. On allait voir ce que l'on allait voir. Et l'on a rien vu du tout. Il paraît que, maintenant, c'est surtout sur les sabotages que sont dirigées les enquêtes. Attendez. L'épuration, ce sont les communistes eux-mêmes qui la pratiquent jusque dans leurs hautes sphères. On parle du limogeage de cinq membres du Comité central, limogeage qui sera toutefois déguisé en rajustement des cadres. Je vous signale l'article paru dans "La Bataille" de cette semaine qui prétend relater la séance du Comité Central au cours de laquelle Duclos a rendu compte des travaux du Kominform. Si le texte est un faux, il est fort bien fait, car les propos prêtés à Fajon par exemple sont tout à fait dans la manière de celui-ci.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma parfaite considération.

paul dehemé

E N V R A O

I248 II/I2.3.49

----- Dans ma lettre de mercredi dernier, je vous ai signalé que la Commission de la Marine Marchande de la Chambre américaine des Représentants, était saisie d'un texte dit "Smith Bill" aggravant considérablement les conditions déjà très dures que le Bland Bill voulait imposer aux importateurs de produits américains du point de vue du fret. Ce projet Smith a été rejeté et la Commission de la Marine marchande est revenue à la proposition Bland. Elle y a toutefois ajouté un amendement prévoyant que le pavillon américain devrait bénéficier de non seulement au moins 50 % du tonnage, mais aussi de la moitié des recettes de fret.

Le projet Bland Bill n'est pas restreint, et ceci est important à noter, à l'ERP, ni limité dans sa durée d'application. Il embrasse dans une durée indéterminée toutes les marchandises financées par le Gouvernement américain et intéresse ainsi non seulement l'OECE mais aussi d'autres pays. Le projet de loi n'a pas encore quitté la Commission mais il sera probablement soumis à la Chambre dès le 21 mars.

Jusqu'à présent, les pays les plus directement visés par le Bland Bill se sont abstenus d'intervenir. Seule, la Norvège a présenté une note qui n'a pas dépassé l'échelon technique du Département d'Etat. D'après des indications officielles, la Maison Blanche aurait fait savoir à M. Hoffman qu'elle n'était pas opposée à une démarche des pays intéressés.

----- Le Gouvernement Français a fait parvenir, le 26 février, au gouvernement yougoslave une note fixant les conditions dans lesquelles la France pourrait examiner les modalités d'un accord à long terme (mes feuilles jaunes, lettre 1237 des 26/27.2.). A cette note, le Gouvernement yougoslave a répondu notamment : " le Gouvernement yougoslave accepte la proposition du gouvernement français sur les questions telles qu'elles ont été citées dans la note de l'Ambassade n° 111 du 26 février 1949 concernant les négociations économiques et est prêt à aborder les négociations le plus tôt possible. Le Gouvernement yougoslave partage l'opinion du gouvernement français à savoir que l'accord commercial et l'accord de paiement étant venus à échéance depuis le 31 décembre 1948 devraient être prolongés de six mois. Il est d'avis qu'à la suite de cet échange de notes ces deux accords peuvent être considérés comme prorogés jusqu'à la fin du mois de juin.

" Le Gouvernement yougoslave estime utile que la question de la conclusion d'un accord à long terme soit traitée comme deuxième point de l'ordre du jour, étant donné qu'elle est étroitement liée à la question du transfert de l'indemnité pour les biens, droits et intérêts français. Vu que les biens, droits et intérêts français et yougoslaves représentent un des objets des pourparlers, le gouvernement yougoslave estime Belgrade comme lieu des négociations le mieux indiqué. Si le gouvernement français partage cette opinion, le gouvernement yougoslave est prêt à entamer les négociations."

----- Le Gouvernement roumain a, par décret, décidé de nationaliser dans leur totalité les exploitations agricoles qui, en vertu de la réforme agraire de 1945, ont fait l'objet d'une expropriation partielle. Le texte ne prévoit aucune indemnité. Cette mesure vise tout d'abord les anciennes grandes propriétés dont la superficie avait été limitée à 50 hectares, puis les exploitations qui, à titre de "ferme modèle" s'étendaient sur une superficie supérieure. Il s'agit là d'une nouvelle étape vers la collectivisation agraire.

----- L'E.C.A. a ouvert aujourd'hui à la France de nouveaux crédits d'un montant total de 3 millions 929.000 dollars parmi lesquels 2 millions destinés à l'achat de machines outils et 1.660.000 pour l'achat de cuivre et de produits à base de cuivre en provenance d'Amérique latine et de Belgique.

SITUATION HEBDOMADAIRE DES COMPTES DES ACCORDS DE PAIEMENT I246 II/I2.3.49
Semaine du 25 février 1949 au 3 mars 1949
(en milliers)

PAYS	Monnaie de compte	Plafond prévu aux accords	Soldes compensés de la Banque de France & des Banques d'émission étrangères			
			au 25 février		au 3 mars	
			à n/débit	à n/créd.	à n/débit	à n/créd ^t
BELGIQUE	F.B.	1200.000	1.528.316	-	1.514.586	-
DANEMARK	C.D.	35.000	5.201	..	5.119	..
EGYPTE	L/EG.	3.000	2.217	..	2.047	..
HOLLANDE	Fl. H.	50.000	78.985	..	74.787	..
ITALIE a) accord	L/it.	10750000	11472.181	..	12.247.649	..
b) ouvriers .....	..	..	..	48.441	..	41.849
c) réparations ..	..	..	..	200.183	..	143.677
JAPON a) Eq. de Fr.	§	..	2.743	..	2.743	..
b) Eq. Indochine.	§	..	..	491	..	483
NORVEGE	C.N.	35.000	..	4.154	..	5.055
SUEDE	C.S.	60.000	..	974	12.531	..
SUISSE	F. S.	300.000	270.572	..	264.631	..
TCHECOSLOVAQUIE ..	C.Tch	250.000	..	33.916	..	12.210
YOUgosLAVIE	Din.	40.000	..	34.196	..	38.649
ALLEMAGNE :						
zones occidental.	Fr.Fc.	..	375.353	..	1.589.453	..
ARGENTINE .....	..	47103000	43114.906	..	42.933.979	..
AUTRICHE .....	..	264000	216.307	..	281.845	..
BRESIL :						
a) c/ordinaire ..	..	..	..	339.511	..	344.550 ⁽²⁾
b) c/spécial .....	..	..	5376.837	..	5.376.837 ⁽²⁾	..
BULGARIE .....	..	Néant	1.014	..	1.053	..
ESPAGNE .....	..	1810.850	3.706.196	..	3.696.977	..
FINLANDE .....	..	528.000	1.018.711	..	907.793	..
GRECE .....	..	792.000	561.595	..	705.946	..
HONGRIE .....	..	Néant	327.281	..	529.507	..
ISLANDE .....	..	Néant	161.191	..	190.560	..
POLOGNE .....	..	1.346.000	471.021	..	473.713	..
TURQUIE :						
a) c/régl. commerc.	..	1.107.000	863.969	..	1.115.253	..
b) c/tabacs .....	..	870.000	232.147	..	232.276 ⁽³⁾	..
URUGUAY .....	..	1.042.000	537.484	..	547.679 ⁽³⁾	..
Les soldes indiqués ne comprennent pas les montants suivants :						
Achats de francs à terme :						
1) ARGENTINE ..					20.811	
						5.454.582
						6.874.697
2) BRESIL					604.385	69.830
3) URUGUAY					800.922	..

("Comprimé" des nouvelles officielles dont v/lirez le détail dans la presse)

FRANCE. - Le général Giraud et le Vice-amiral Collinet sont décédés.

- On a découvert ce matin un engin explosif dissimulé dans un recoin de la librairie du Parti communiste au 44 rue de Chatcaudun.
- Les Cardinaux et Archevêques de France se réuniront à Paris du 16 au 18 mars.
- Monick, gouverneur honoraire de la Banque de France, est nommé administrateur de la Banque de Paris & des Pays-Bas. Il est possible que la présidence du Conseil d'Administration lui soit prochainement confiée.
- Malgré l'incendie de Génissiat, les services techniques n'envisagent aucune nouvelles restrictions de la consommation d'électricité, grâce à l'amélioration de l'hydraulicité depuis quarante-huit heures.

GRANDE BRETAGNE. - Les Ministres des Affaires étrangères des Cinq puissances signataires du Pacte de Bruxelles s'embarqueront à Southampton le 26 mars pour les Etats Unis où ils arriveront cinq jours plus tard et où ils signeront le Pacte de l'Atlantique aux environs du 4 avril.

- La Chambre des Communes a adopté le budget de l'armée de terre britannique pour l'année 1949-50.

ETATS UNIS. - John Lewis a ordonné à tous les mineurs des puits de houille grasse et d'antracite situés à l'est du Mississipi de cesser le travail pendant deux semaines à partir de lundi prochain, en protestation contre la nomination, par Truman, de James Boyd au poste de Directeur du Bureau Fédéral des Mines.

PAYS BAS. - Les ministres du Benelux sont tombés d'accord sur les problèmes des transports et ont décidé notamment de créer un Canal reliant l'estuaire de la Meuse à Anvers.

ITALIE. - A la Chambre italienne, M. de Gasperi a recommandé l'adhésion au Pacte de l'Atlantique dont il a dit : "C'est un pacte de sécurité, une garantie de paix, une mesure préventive contre la guerre". A Washington, on espère que l'Italie pourra faire connaître d'ici le milieu de la semaine prochaine au plus tard son adhésion officielle au projet de Pacte. Dean Acheson considère que l'inclusion de l'Italie est indispensable pour assurer la sécurité du bassin méditerranéen et notamment la défense des régions pétrolifères du Moyen Orient auxquelles le gouvernement américain attache une importance capitale.

CHINE. - Le général Ho Ying Tchun aurait fait connaître au président Li Tsou Yen qu'il acceptait en principe de former le nouveau Cabinet.

- Un gouvernement provisoire communiste de la Chine centrale, ayant à sa tête le général Liou Po Tcheng a été établi pour la région qui couvre la province du Honan et une partie de la province du Hopeï.

U.R.S.S. - Le Budget de 1949 s'inscrit ainsi :

Recettes	445.208 millions de roubles		
Dépenses	415.355	-	-
Excédent de recettes	29.853	-	-
Les principaux chapitres de dépenses sont :			
Economie nationale	152 milliards de roubles		
Mesures sociales & culturel.	119	-	-
Ministère des Forces armées	79	-	-

+++++

SUR LE MARCHÉ PARALLÈLE on a coté aujourd'hui : Nap. 4750. EAGLE II 35. CROIX 4550. SOUV. 5850. DOLLAR 402 à 405. LIVRE 1200. FRANC suisse 101,5 belge 7,50. - PESETA 10.75. - LINGOT 662.500. BARRE non cotée.

(Je tiens à v/disposition les textes dont il est question ci-dessous)

L'ASSEMBLEE NATIONALE a tout d'abord accepté la procédure d'urgence pour la discussion du projet de loi portant création d'une Assemblée Territoriale élue en Cochinchine, par 294 voix contre 287. Elle a ensuite décidé de ne pas opposer la question préalable, par 340 voix contre 237. Puis elle a adopté deux textes d'ordre financier; le premier reportant au 30 avril la date à laquelle devront avoir été votés les collectifs d'abattement du budget ordinaire; le second ouvrant pour le mois d'avril un douzième provisoire au titre du budget d'équipement et de reconstruction. Ce dernier texte prévoit la suppression des paiements par titres effectués aux sinistrés. Au début de l'après-midi, l'Assemblée a adopté un certain nombre de textes intéressant les militaires de carrière et les combattants volontaires de la Résistance. Elle a ensuite entamé la discussion sur le projet d'Assemblée Cochinchinoise qu'elle a poursuivie en séance de nuit pour, finalement, accepter ce projet de loi par 387 voix contre 193. Elle a enfin décidé, par 322 voix contre 272 le renvoi à la suite des interpellations sur l'Indochine. Mais Capitant a déposé une motion de censure qui contraindra l'Assemblée à revenir mardi.

LE CONSEIL DE LA REPUBLIQUE a adopté : le projet de loi reconduisant l'allocation temporaire aux Vieux pour le 1^{er} trimestre 1949; la proposition de loi portant de 80 à 120 l'effectif des boudets nationaux; une proposition de résolution demandant le relèvement du taux de l'indemnité accordée aux propriétaires d'animaux abattus pour cause de morve; le projet de loi autorisant la ratification des accords de sécurité sociale franco-tchécoslovaque; la proposition de loi exonérant de certains impôts les bénéfices réalisés par les Sociétés d'investissement; le projet prorogant d'un mois les délais impartis pour procéder aux abattements des crédits ministériels dans le cadre de la loi des maxima; et le projet autorisant le Gouvernement à utiliser pour mars une tranche de 1 douzième sur les crédits d'équipement votés en décembre dernier.

LA JOURNEE SOCIALE

- - - - -

----- Après un arbitrage du Ministère du Travail, qui a été accepté par les deux parties, la grève des Pompes Funèbres est terminée.

----- Le conflit des Douanes évolue favorablement et l'on pense que le mouvement pourrait être de courte durée.

----- Le Comité exécutif de la Fédération des travailleurs du textile se réunira à Paris les 12 et 13 mars.

----- Après une grève de vingt quatre heures, le travail a repris normalement dans le bassin de Longwy.

----- La fédération nationale de l'Electricité, dont le secrétaire est Marcel Paul, a demandé à participer effectivement à l'enquête sur l'incendie de Génissiat.

----- Une cinquantaine de grévistes, emprisonnés à la maison d'arrêt de Béthune, ont décidé de faire la grève de la faim pendant quarante huit heures.

L'OPINION DU R.P.F. sur l'AMNISTIE

- - - - -

Un propos de Diethelm : " Nous sommes partisans de l'armistice dans une certaine mesure, pour tous ceux qui n'ont pas de sang sur les mains. En ce qui concerne Pétain, nous ne trouvons pas extrêmement utile de laisser un vieillard dans un cachot. Cependant, nous le considérons comme le principal responsable et, de toute façon, il n'est pas question d'oublier le mal qu'a causé son prestige."